

242

signalements analysés

136 sont relatifs à des situations avérées de traite des êtres humains (charge exorbitante de travail sans repos, absence ou insuffisance de rémunération, rétention des documents d'identité, menaces, brimades, insultes, maltraitements physiques, contrôle des liens familiaux, conditions de vie discriminatoires au sein du foyer, privation de liberté d'aller et venir, isolement...)

106 concernent l'exploitation liée au travail

51%

des personnes prises en charge sont en grande vulnérabilité (analphabètes, aucun repère spatial...) et souffrent de problèmes psychiques importants (conséquences de brimades, séquestrations et insultes quotidiennes, maltraitements physiques, psychologiques et sexuelles...)

1/3

des personnes accueillies subissent - à l'issue de leur situation d'asservissement - des menaces de mort, agressions physiques, pressions et actes commis contre leur famille vivant au pays d'origine

2662

heures de démarches juridiques (traitement des signalements, auditions des personnes, explications, préparations aux auditions et aux audiences, constitutions de dossiers administratifs, retranscriptions, relectures des auditions, signalements au procureur, analyse de dossiers et stratégie pénale, rédactions d'actes, suivis, recours, interventions, déplacements...) et actions de plaidoyer

83

procédures soutenues (civiles, pénales, administratives, prud'homales et Européennes)

69

personnes ont bénéficié d'un accompagnement social spécialisé

702

démarches sociales ont été réalisées (hébergement, santé, accès aux droits, insertion professionnelle, aide matérielle aux besoins primaires, écoute...)

4,4 ETP

2 juristes
1 assistante sociale
1 chargée de mission
1 Directeur